

Salaires contre dividendes

Michel Husson, à paraître dans *Goliath Hebdo*

Les liquidités d'aujourd'hui sont les bulles de demain et les récessions d'après-demain. Si l'on veut briser cet enchaînement infernal, il n'y a qu'une solution : fermer les robinets qui alimentent la sphère financière. Le principal, c'est le recul salarial. Il est au fondement de la crise, comme l'explique [Michel Aglietta](#) : « *Les évolutions des salaires réels et de la productivité ont été déconnectées, entraînant une modification de la répartition des revenus. Comment entretenir dans ces conditions la croissance dans les pays riches ? Il a fallu déconnecter la dépense et le revenu, en stimulant la consommation par le crédit* ». Ce mouvement à la baisse des salaires a été renforcé par la mondialisation, comme le souligne Frédéric Lordon dans son dernier livre¹ : « *aussi la mise en concurrence « plane » entre des pays aux standards sociaux et environnementaux extrêmement disparates entraîne-t-elle des ajustements salariaux par le bas dont les termes sont maintenant trop bien connus : intensification du travail, plans sociaux en série, et surtout pression constante sur les salaires* ».

Tel est le constat qui est partagé aujourd'hui, y compris par des organismes internationaux comme le FMI, l'OCDE ou la Commission européenne². Rares sont ceux qui le contestent. C'est le cas d'un éditorialiste des *Echos* qui ose affirmer : « *Non, les salariés ne sont pas sacrifiés !* ». Il suffit de jeter un coup d'oeil au [graphique](#) ci-contre pour vérifier ce qu'il en est. En France, la part des salaires est à peu près stabilisée depuis plusieurs années, mais à un niveau historiquement très bas, inférieur à celui des années 1960. Le journaliste cherche à justifier cette situation en invoquant le niveau des investissements : « les entreprises renouvellent leurs machines plus souvent qu'avant (...) elles ont donc plus de capital à amortir ». Cet argument est complètement à côté de la plaque, et c'est bien tout le problème.



La réalité est en effet différente : la part des salaires a baissé et celle des profits a donc augmenté. Mais les entreprises ne se sont pas servies de cette manne pour investir plus. Comparant la période 2000-2006 aux deux décennies précédentes, un rapport de l'ONU montre que dans un grand nombre de pays, dont la France, le [taux d'investissement](#) a baissé en dépit de l'augmentation de la part des profits dans la valeur ajoutée.

La conclusion va de soi. Il faut modifier le partage des richesses : moins de dividendes, plus de salaires et de budgets sociaux. La marge de manoeuvre est considérable, puisque les dividendes versés par les sociétés non financières représentent aujourd'hui 12 % de leur masse

salariale, contre 4 % en 1982. Et il serait intolérable que dans les mois à venir, les entreprises licencient, allongent la durée du travail et bloquent les salaires, tout cela pour être en mesure de continuer à arroser leurs actionnaires. Même en laissant de côté le bénéfice social d'une telle redistribution l'économie ne s'en porterait pas plus mal. Cela n'empêcherait pas les entreprises d'investir, leur sacro-sainte compétitivité n'en souffrirait pas, puisque la hausse des salaires serait compensée par la baisse des dividendes. Et la finance serait ainsi siphonnée vers l'économie réelle.

Mais c'est un schéma un peu abstrait, car il implique une réduction drastique des privilèges de la petite couche sociale qui a bien profité du néo-libéralisme. Les rentiers ne soumettront pas de bon coeur à l'« euthanasie » que recommandait Keynes au lendemain de la crise de 29. La question, au fond, n'est pas seulement la répartition des revenus, c'est aussi celle de la répartition du pouvoir de décision.

¹ Frédéric Lordon, *Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières*, Raisons d'agir 2008. A lire absolument !

² voir les références à : <http://tinyurl.com/parsal>